

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BORFLEX BOBET**

5 boulevard Pierre Brossolette  
BP 5  
76120 Le Grand-Quevilly

Références : UDRD.2025.11.R.11  
Code AIOT : 0005801230

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement BORFLEX BOBET implanté 5 boulevard Pierre Brossolette BP 5 76120 Le Grand-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 21 octobre 2025 a visé le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 septembre 2023 et la conformité du site à l'arrêté ministériel du 03 février 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORFLEX BOBET
- 5 boulevard Pierre Brossolette BP 5 76120 Le Grand-Quevilly
- Code AIOT : 0005801230

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Sur son site du Grand Quevilly, la société BORFLEX-BOBET met au point et produit des tissus enduits techniques à base d'élastomères naturels et synthétiques.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Risque incendie
- Sites et sols pollués
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Meilleurs techniques disponibles	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance des émissions dans les gaz résiduels	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Émissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduels	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.7.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Raccordement à l'oxydateur thermique	AP de Mise en Demeure du 12/09/2023, article 1 point 4	/	Demande d'action corrective	5 mois
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/07/2019, article 1.5.3	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen IED	Décision d'exécution du 22/06/2020, article Annexe	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 13/12/2011, article 4.2.2	Avec suites, Astreinte	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 21 octobre 2025 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de contrôler la conformité des installations de la société BORFLEX-BOBET à l'arrêté ministériel du 03 février 2022, opposable depuis décembre 2024 et de récoiler l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 septembre 2023.

Concernant le contrôle périodique des émissions de COV dans les gaz résiduaires, le dernier contrôle exhaustif mené par l'exploitant date de septembre/octobre 2024. La société BORFLEX-BOBET a réalisé un contrôle en sortie de l'oxydateur thermique (RTO) le 31 octobre 2025 qui devra être complété d'ici le 31 janvier 2026 de tous les émissaires rejetant des COV. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas réalisé de campagne de surveillance des émissions de diméthylformamide (DMF) en 2025, malgré l'emploi de ce produit. **Pour ces 2 motifs, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.**

Concernant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 septembre 2023, 3 points sur les 6 de l'article 1 ont été levés suite à la visite d'inspection du 14 novembre 2024. Le présent rapport permet la levée de 2 autres points portant sur la surveillance des eaux souterraines et des eaux résiduaires. L'exploitant mettra à jour son rapport de base des piézomètres de suivi des eaux souterraines retenus. En revanche, la société BORFLEX-BOBET n'a pas finalisé au jour de la visite le raccordement des dernières lignes d'enduction à un équipement d'abattage des COV. **En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte journalière dont l'échéance initiale est calée sur le planning prévisionnel de travaux présenté par l'exploitant.**

L'inspection des installations classées formule dans le présent rapport plusieurs demandes dont la remise du plan d'efficacité énergétique et du bilan énergétique, la remise du rapport de contrôle périodique de l'oxydateur thermique d'octobre 2025, la démonstration des écarts d'utilisation des lignes d'enduction entre 2022 et 2024 et la mise à jour du rapport de base des piézomètres retenus.

Enfin, l'exploitant veillera à expliciter ses calculs et le cas échéant ses extrapolations en s'appuyant sur les dernières mesures de process à sa disposition pour améliorer la transparence du plan de gestion des solvants 2025. Il y incorporera un plan de réseau de captation, demande déjà formulée à l'issu de la visite du 14 novembre 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 22/06/2020, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>CHAMP D'APPLICATION :</p> <p>Les présentes conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) concernent les activités ci-après, spécifiées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, à savoir :</p> <p>- 6.7: Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son rapport de base n°A124931/version C d'octobre 2023, le bureau d'étude proposait à l'issue de l'étude de « Phase 1 » un programme et des modalités d'investigations dont des investigations complémentaires du local de stockage de solvants « usagés » au Nord du site.</p> <p>Interrogé sur le positionnement de l'exploitant quant à cette recommandation, le représentant de la société BORFLEX-BOBET indiquait dans son courrier du 27 juin 2025 qu'il estimait que l'aspect commercial l'avait emporté pour le bureau d'étude sur cette recommandation, celui-ci décrivant d'ailleurs la dalle comme en bon état. La société BORFLEX-BOBET n'ayant par ailleurs pas connaissance de déversement accidentel en interne, elle a fait le choix de ne pas mener ces investigations complémentaires.</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection des installations classées s'est rendue au droit de ce local pour en évaluer l'état de la dalle. L'inspection n'a pas observé de désordre ou de défaut apparent sur les parties observées de cette chape de béton. Tout au plus, l'inspection a repéré une faible présence d'eau induite par des éléments de toiture et de façade fuyards, en plus de quelques égouttures de produits.</p>

**Commentaire n°1 :** l'inspection des installations classées prend acte du choix de l'exploitant de ne pas procéder à des investigations complémentaires du local de stockage de solvants « usagés » Nord et recommande un nettoyage de la dalle avec traitement des égouttures observées, en plus de la reprise des éléments de toiture et de façade facilitant l'infiltration d'eau de pluie à ce jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Meilleures techniques disponibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Choix des MTD

**Prescription contrôlée :**

Article 2.2. Meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à toutes les installations

**2.8. Nettoyage**

L'exploitant réduit les émissions de COV résultant des procédés de nettoyage. Il réduit au minimum l'utilisation d'agents de nettoyage à base solvantée et applique une combinaison des techniques ci-dessous :

**2.9.6. Efficacité énergétique**

L'exploitant utilise efficacement l'énergie par la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique et d'un bilan énergétique tels que décrits ci-dessous au a et au b :

**2.9.9. Gestion des déchets**

L'exploitant réduit la quantité de déchets à éliminer, en appliquant les techniques a et b et une des techniques c ou d, ou les deux, indiquées ci-dessous :

**Constats :**

**MTD : nettoyage**

La société BORFLEX-BOBET a développé, en lien avec un professeur de l'université de Lille, un solvant moins émetteur de composés organiques volatils (COV) et donc moins dangereux pour l'environnement et les salariés. Des essais sont en cours sur le produit, dénommé SOLFLEX, pour en évaluer son potentiel industriel. Durant la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le produit dans son laboratoire, en plus d'en fournir la fiche de données de sécurité (FDS). Le SOLFLEX est un solvant 20 fois moins émissif que le solvant de nettoyage jusqu'alors employé par BORFLEX-BOBET.

En attendant la validation de l'emploi du SOLFLEX, l'exploitant s'est concentré sur l'amélioration du nettoyage de ses mélangeurs de telle sorte qu'il ne soit plus nécessaire à présent de racler les cuves à la main.

Ainsi, les meilleures techniques disponibles pour le nettoyage que BORFLEX-BOBET applique sur son site sont « a. Protection des zones et des équipements de pulvérisation », « f. Laveuses fer-

mées » et prochainement « d. Utilisation d'agents de nettoyage à faible volatilité ».

#### **MTD : efficacité énergétique**

Concernant les pistes d'économies énergétiques, l'exploitant a mené une réflexion sur une optimisation de sa chaudière dont la vapeur est nécessaire à son procédé, sans aboutir à ce stade. Le projet consistant à la pose d'un osmoseur inverse aux fins de limiter les purges et le rejet d'eau chaude est chiffré mais n'est pas lancé à ce stade. Toutefois, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir remis en état des purges de condensat sur le réseau qui repartent à la chaudière. Par ailleurs, l'exploitant récupère les gaz chauds de ses compresseurs.

Ainsi, les meilleures techniques disponibles pour l'efficacité énergétique que BORFLEX-BOBET applique sur son site sont « d. Récupération de chaleur par cogénération (production combinée de chaleur et d'électricité) ou trigénération (production combinée de froid, de chaleur et d'électricité) » et « e. Récupération de la chaleur des flux de gaz chauds ».

**Demande n°1 :** l'exploitant remettra à l'inspection d'ici le 31 décembre 2025 son plan d'efficacité énergétique ainsi que son bilan énergétique tels que décrits au a. et b. de l'article 2.9.6 de l'arrêté ministériel du 03 février 2022.

#### **MTD : gestion des déchets**

Pour la gestion de ses déchets, la société BORFLEX-BOBEX applique la MTD « d. Techniques propres aux flux de déchets » en réduisant le cycle de nettoyage par des campagnes de plusieurs mélanges de suite sans nettoyer le malaxeur ; et prévoit d'appliquer la MTD « c. Récupération/recyclage des solvants organiques » en réemployant le SOLFLEX par filtration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### **N° 3 : Surveillance des émissions dans les gaz résiduels**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle périodique

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

COVT : tous secteurs

Toute cheminée avec un flux de COVT < 10 kg C/h. NF EN 12619. Une fois par an (1) (2) (3)

Toute cheminée avec un flux de COVT ≥ 10 kg C/h. Normes EN génériques (4). En continu

DMF : Revêtement de textiles, de films métalliques et de papier (5)  
Pas de norme EN disponible (6) Une fois tous les trois mois (1)

- (1) Autant que possible, les mesures sont effectuées au niveau d'émission le plus élevé prévu dans les conditions normales de fonctionnement
- (2) Dans le cas d'un flux maximal de COVT inférieur à 0,1 kg C/h, ou d'un flux maximal de COVT sans dispositif de réduction inférieur à 0,3 kg C/h, la fréquence de surveillance peut être ramenée à une fois tous les 3 ans, ou la mesure peut être remplacé par un calcul, pour autant que celui-ci fournisse des données d'une qualité scientifique équivalente. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs correspondants ainsi que les détails du calcul. On entend par flux maximal le flux en sortie de chaque cheminée, y compris en cas de panne ou de dysfonctionnement des installations de traitement.
- (3) Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale.
- (4) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont NF EN 15267-1, NF EN 15267-2, NF EN 15267-3 et NF EN 14181.
- (5) La surveillance ne s'applique que si du DMF est utilisé dans les procédés.
- (6) En l'absence de norme EN, la mesure concerne également le DMF contenu dans la phase condensée.
- [...]

#### Constats :

Par courrier électronique du 03 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesure de concentration en polluants dans les rejets atmosphériques réalisé du 09 septembre 2024 au 12 septembre 2024 et le 17 octobre 2024 sur les exutoires oxydateur thermique, ligne 1, ligne 3, ligne 4, rotocure, Auma (non canalisé), malaxage et étuve.

Par courrier électronique du 18 novembre 2025, l'exploitant a confirmé la réalisation d'un contrôle par un prestataire agréé de l'oxydateur thermique le 30 octobre 2025. Les résultats sont attendus pour décembre 2025.

**Demande n°2 :** l'exploitant transmettra d'ici le 31 décembre 2025 le rapport de contrôle périodique de l'oxydateur thermique.

**Non-conformité n°1 :** par échange téléphonique du même jour, l'exploitant a confirmé qu'aucun des exutoires non raccordés à l'oxydateur thermique ne ferait l'objet d'un contrôle périodique en 2025. Il prévoit le contrôle complémentaire de ces émissaires au début de l'année 2026. **En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure visant un retour en conformité des installations de la société BORFLEX-BOBET par la réalisation, avant le 31 janvier 2026, d'un contrôle périodique des émissions dans les gaz résiduels, complémentaire à celui du 30 octobre 2025.**

**Commentaire n°2 :** l'inspection des installations classées rappelle que le contrôle périodique des rejets atmosphériques du site ne doit pas se limiter au rejet de l'oxydateur thermique, mais bien à tous les rejets canalisés du site émettant des COV. Considérant le projet de raccordement des der-



niers émissaires à des solutions de traitement des fumées comme rappelé dans le présent rapport, l'inspection des installations classées ne demande pas à la société BORFLEX-BOBET de réaliser une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) malgré le dépassement important des valeurs limites d'émission (VLE) de rejets canalisés non traités.

Dans le rapport issu de l'inspection du 14 novembre 2024, l'inspection des installations classées a convenu, devant l'emploi inconstant du diméthylformamide (DMF) dans l'installation de BORFLEX-BOBET, de faire coïncider les périodes de surveillance des émissions de DMF avec les phases d'emploi du produit, à raison d'une campagne par trimestre lorsque le produit est employé.

**Non-conformité n°2 :** interrogé sur la surveillance des émissions de DMF dans les gaz résiduels au cours de l'année 2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mené de telle campagne, malgré l'emploi du produit durant cette période. **En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure visant un retour en conformité de la société BORFLEX-BOBET, en réalisant la surveillance des émissions de DMF dans les gaz résiduels de son installation, à raison d'une campagne de surveillance par trimestre d'emploi du DMF.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Émissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduels

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.7.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant respecte, pour les émissions diffuses de COV la valeur limite d'émission suivante :  
Émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants : 5% des solvants organiques utilisés à l'entrée  
[...]

**Constats :**

En propos liminaire, il est nécessaire de rappeler que les émissions diffuses, principal niveau d'émission associé aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD), sont déduites du bilan du plan de gestion des solvants (PGS). En conséquence, tout flux de solvant canalisé ou évacué surestimé minimise le résultat des émissions diffuses. Ainsi par calcul, les émissions non captées de solvants organiques dans l'air (O4) s'élèvent à 17,92 tonnes. Les émissions diffuses (O2+O3+O4+O9) quant à elles représentent 20,4 tonnes, soit 5,04 % des solvants organiques utilisés à l'entrée, ce qui correspond à la valeur limite d'émission fixée par l'arrêté ministériel du 03 février 2022 (5%).  
L'inspection s'est attelée durant la visite d'inspection à vérifier la véracité des flux renseignés par la société BORFLEX-BOBET dans son PGS 2024.

Ainsi, l'inspection des installations classées a comparé les flux de solvant renseignés dans les PGS 2022 et 2024. Elle relève que sur ces 2 années, la consommation de solvants est quasi similaire (1,2 % d'écart) pour des rejets canalisés (O1) largement plus conséquent en 2024 (+129 %). L'exploitant a expliqué cet écart par une utilisation accrue en 2024 de la ligne n°1 dont les flux sortant des têtes sont canalisés mais non raccordés au RTO. À *contrario*, 93 tonnes de solvants en moins ont été envoyés à l'oxydateur thermique en 2024.

De fait, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant sur la possibilité de privilégier les lignes de production déjà raccordées au RTO lorsque l'activité ne permet pas le plein régime de l'installation. Celui-ci a expliqué que la ligne de production n°1 est deux fois plus longue que les lignes n°3 et n°4, ce qui permet deux enductions de suite sur une même ligne. Les lignes n°3 et n°4, bien qu'identiques, ne permettent pas ce type de fonctionnement.

Concernant les déchets générés par l'activité de BORFLEX-BOBET, l'inspection a constaté une hausse de 69 tonnes (+83 %) entre 2022 et 2024, ce que l'exploitant a identifié comme provenant d'une augmentation des nettoyages (commandes fractionnées des clients, séries moins importantes) et potentiellement d'effets de bord sur l'enlèvement de déchets en décembre N-1 comptabilisés sur janvier N.

**Demande n°3 :** dans le but d'améliorer la transparence de ses calculs, la société BORFLEX-BOBET veillera dans son PGS 2025 à expliciter ses calculs et le cas échéant ses extrapolations en s'appuyant sur les dernières mesures de process à sa disposition et apportera les éléments d'interprétation nécessaires à la compréhension des évolutions sur les dernières années. Elle y ajoute également un plan de réseau de captation, demande déjà formulée dans le rapport afférent à la visite d'inspection du 14 novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Raccordement à l'oxydateur thermique

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 12/09/2023, article 1 point 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des COV

##### **Prescription contrôlée :**

La société BOBET (n° SIRET 391 027 778 00011), dont le siège social est situé 5, boulevard Pierre Brossolette - BP 5 - 76120 LE GRAND-QUEVILLY est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé à la même adresse :

[...]

- l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2011, de raccorder les lignes d'enduction n°1, n°4 ainsi que le procédé de vulcanisation (étuve et lignes) à l'oxydateur thermique avant le 31 décembre 2024. Cette prescription est réputée satisfaite si les dites lignes et procédé sont raccordés comme mentionné à l'article susvisé ou si l'exploitant met en place des techniques de canalisation et d'abattage des émissions en COV équivalentes.

**Constats :**

Le raccordement des derniers émissaires du site à l'oxydateur thermique (RTO) a été prescrit pour la première fois à la société BOBET dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 décembre 2011, pour une échéance au 1<sup>er</sup> octobre 2013. Par l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2023, Monsieur le préfet de la Seine-Maritime a mis en demeure la société BOBET de raccorder les dernières lignes au RTO (lignes d'induction n°1, n°4 et procédé de vulcanisation) avant le 31 décembre 2024.

Durant les échanges en salle, l'exploitant a présenté à l'inspection l'offre mieux-disante qu'il a réceptionné début juillet 2025 pour répondre à cette prescription. Il a indiqué bénéficier de l'accord de la présidence du groupe pour mener les travaux et restait alors dans l'attente du déblocage des fonds par son établissement bancaire. Par courrier électronique du 03 novembre 2025, le représentant de la société BORFLEX/BOBET a précisé avoir reçu cet accord, l'acompte qui actera la commande devant suivre prochainement. Il a également transmis par ce courrier électronique la commande fournisseur préparée ainsi qu'un planning provisoire des travaux, dont les échéances sont :

- du 27 octobre 2025 au 21 novembre 2025 : étude préparatoire
- du 1<sup>er</sup> décembre 2025 au 25 février 2026 : approvisionnement du matériel & travaux
- du 02 au 20 mars 2026 : mise en service définitif et fourniture du dossier des ouvrages exécutés (DOE)

**Non-conformité n°3 :** au jour de la visite, l'inspection des installations classées n'a toujours pas constaté le raccordement des dernières lignes d'induction à un équipement de traitement. **En conséquence, l'inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative visant à contraindre la société BORFLEX-BOBET de respecter, avant le 1<sup>er</sup> avril 2026 dernier délai, le point n°4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 septembre 2023 en raccordant les ultimes émissaires non raccordés à son RTO ou tout autre équipement de traitement adapté.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 6 : Autosurveillance des eaux résiduaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2011, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Renseignement GIDAF

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installa-

tion.

Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour l'exutoire final n° 1 :

pH, température, MES, DCO, DBO5, hydrocarbures, chlorures : Trimestrielle \*

(\*) Au moins 2 mesures par an sont réalisées hors période de pluie.

#### Constats :

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de contrôles trimestriels des eaux résiduaires effectués les 16 juin et 25 septembre 2025. Il ressort de ces analyses un nouveau dépassement en chlorures le 16 juin 2025 à 163 mg/l. Toutefois, l'inspection des installations classées statuait dans son rapport issu de la visite du 14 novembre 2024 que la VLE chlorures, aujourd'hui fixée à 100 mg/l, passera à 1 000 mg/l dans le prochain arrêté préfectoral cadre.

Par ailleurs, l'exploitant entend travailler sur la maîtrise totale de ses rejets en température par le principe de diffraction des gouttes d'eau pour augmenter la surface d'échanges thermiques et ainsi favoriser le refroidissement. En effet, si les 2 derniers rapports ne présentent pas de dépassement en température, l'antépénultième fait état d'un dépassement de 2,5°C. Rappelons néanmoins qu'une distance de plusieurs centaines de mètres de canalisations sépare le rejet final de son exutoire : la Seine.

**Commentaire n°3 :** l'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées des travaux menés sur le rejet final.

En conséquence, l'inspection des installations classées considère que **le point n°6 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 septembre 2023 est satisfait et peut être levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2019, article 1.5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance semestrielle

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un réseau de 9 piézomètres au minimum au niveau du site (répartis entre l'amont et l'aval du site).

Une surveillance périodique est effectuée au moins tous les 6 mois pour les eaux souterraines sur les piézomètres identifiés dans le plan d'action de l'exploitant après validation de l'inspection des installations classées (dont un à l'extérieur du site).

Cette surveillance porte au moins sur les paramètres listés au présent article.

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après :

Fréquence annuelle :

-Niveaux piézométriques

Fréquence semestrielle :

- HCT

- Hydrocarbures C5-C40

- COV

- BTEX

- Toluène

- Acétone

- Méthyléthylcétone

- Cadmium

- Cuivre

- Mercure

- Plomb.

**Constats :**

Consécutivement aux observations de l'inspection des installations classées sur la pertinence des piézomètres de suivi des eaux souterraines retenus en 2024, l'exploitant a procédé à l'implantation d'un nouvel ouvrage en amont de ses activités au mois de juin 2025. Ce nouvel équipement a fait l'objet d'une déclaration auprès du BRGM le 03 juin 2025 et d'un premier prélèvement le 08 juillet 2025.

Dans le cadre du suivi de ses eaux souterraines, la société BORFLEX-BOBET doit également procéder semestriellement à l'analyse dans un piézomètre situé en aval, à l'extérieur de son site. C'est à ce titre que le prestataire de la société BORFLEX-BOBET en charge de cette prestation a pris l'attache de la société LAT NITROGEN et est intervenu sur leur site le 27 mai 2025.

Par courrier électronique du 03 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats provisoires issus de la campagne de prélèvements ayant eu lieu les 27 mai et 08 juillet 2025. Ces premiers éléments mettent en évidence notamment :

- l'absence d'anomalie quantifiée au droit des ouvrages amont (PzAmont) et aval (PzK1), prélevés pour la première fois en mai et juillet 2025,
- des concentrations en métaux dissous (cadmium, cuivre, mercure, plomb) et solvants polaires inférieures aux limites de quantification pour l'ensemble des ouvrages contrôlés,

Considérant les actions menées par la société BORFLEX-BOBET sur la définition des 3 piézomètres

amont/aval et considérant la campagne de prélèvement de mai 2025, l'inspection des installations classées constate que **le point n°5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 septembre 2023 est satisfait et peut être levé.**

Par courrier électronique du 18 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport définitif du contrôle des eaux souterraines du 1er semestre 2025.

**Commentaire n°4 :** aujourd'hui, l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2019 prescrit à l'exploitant la nécessité de conduire des prélèvements semestriels dans 9 piézomètres au minimum répartis entre l'amont et l'aval du site, dont un à l'extérieur. Durant la visite objet du présent rapport, l'exploitant a demandé une révision à la baisse du nombre des piézomètres prélevés. L'inspection des installations classées n'est pas opposée à revoir le plan d'action du suivi semestriel des eaux souterraines. Pour mener à bien cette modification, l'exploitant est invité à transmettre un argumentaire sur les piézomètres pertinents à retenir parmi ceux dont il dispose, éléments justificatifs de suivis antérieurs à l'appui avant fin décembre 2025. **Le plan de surveillance retenu sera mis à jour en conséquence dans le prochain arrêté préfectoral cadre du site.**

**Demande n°4 :** l'inspection des installations classées réitère sa demande formulée pour la première fois lors de la visite du 14 novembre 2024 sur la nécessité de mettre à jour le rapport de base des piézomètres retenus.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois